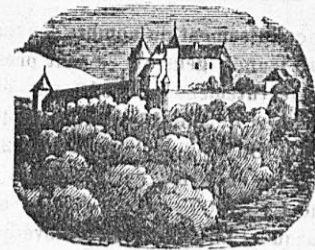




LA GRUYÈRE



ABONNEMENTS
Suisse. . . 1 an, Fr. 4.50
» . . . 6 mois » 2.50
Etranger. 1 an » 9.—
» . . . 6 mois » 5.—
payable d'avance.

Prix du numéro : 5 cent.

On s'abonne dans les bureaux de poste.

JOURNAL INDÉPENDANT, POLITIQUE ET AGRICOLE

Paraissant le mercredi et samedi.

Supplément bimensuel gratuit : « L'ÉCHO LITTÉRAIRE »

Imprimerie et Administration : Rue du Tir, Bulle.

HORAIRE D'HIVER : BULLE, dép. 7^h 10^m 2^m 5^m 9^m — BULLE, RET. 9^h 12^m 4^m 8^m 10^m 40

ANNONCES
District de la Gruyère: une seule insertion 15 c.; annonces répétées, 10 c. Canton et Suisse, 15 c. Etranger, 20 c. la ligne ou son espace, RÉCLAMES: Suisse, 30 cent. Etranger, 40 c. la ligne. S'adr. à l'Agence de publicité Haasenstein et Vogler, 84, rue de Bouleyres (Cercle catholique 1^{er} étage)

BULLE, le 17 mars 1911.

Le Code fédéral suisse.

IV

Du divorce.

Le Code civil suisse a complété et amélioré la loi de 1874, en prévoyant que l'action peut tendre soit au divorce soit à la *séparation de corps*. La loi actuelle laisse à l'arbitraire du juge la forme de la rupture des liens du mariage.

Le divorce peut être demandé pour cause d'adultère, d'attentats à la vie, de sévices ou d'injures graves, à la condition que l'action soit intentée dans les six mois, à dater du jour où le conjoint a eu connaissance du fait sur lequel il base cette action. Toutefois, s'il n'avait connaissance de ce fait qu'après un délai de cinq ans, son action serait irrecevable, la loi fixant un terme de prescription de cette durée. En cas de pardon, la demande ne peut également plus être requise.

Le divorce peut encore être demandé en tout temps lorsque l'un des époux a commis un délit infamant, ou se livre à une vie déshonorante, et après un délai de deux ans, lorsque le conjoint a abandonné malicieusement sa famille.

Lorsque cette dernière cause se produit, le juge somme l'époux absent de réintégrer le domicile conjugal dans le délai de six mois. Si le domicile n'est pas connu, cette sommation est faite publiquement. Ce délai expiré, l'action suit son cours.

Si le divorce est demandé, le juge ne peut prononcer la séparation de corps que s'il croit la réconciliation possible.

Par contre, il ne peut prononcer le divorce, si l'action ne tend qu'à la séparation de corps. Dans son jugement, il ne tiendra compte des faits invoqués que s'il s'est convaincu de leur existence. Il ne pourra pas déférer le serment aux parties et ne sera pas lié par leurs déclarations, quelles qu'elles soient.

Après le divorce, la femme reprend son nom de fille, et les deux époux restent en possession de leurs apports, c'est-à-dire de la fortune qu'ils ont apportée au mariage, augmentée des bénéfices, dans la proportion qui leur est attribuée par le régime ma-

rimonial choisi par eux.

La séparation de corps est prononcée pour une durée de un à trois ans ou pour une durée indéterminée. A l'expiration du délai, elle cesse de plein droit, si les parties se sont réconciliées.

Au cas contraire, à l'expiration de ce délai, ou après trois ans si la séparation a eu lieu pour un temps indéterminé, le divorce doit être accordé à la demande de l'un des époux.

Le jugement prononçant le divorce peut allouer à l'époux innocent une indemnité équitable et même des dommages et intérêts, à titre de réparation morale.

Des effets généraux du mariage.

Le mariage crée l'union conjugale, dont le mari est le chef. C'est lui qui représente l'union conjugale pour tous les actes de la vie civile. De son côté, la femme représente l'union conjugale pour tous les besoins du ménage. Aussi longtemps qu'elle ne sort pas des droits découlant de cette disposition, elle n'engage que son mari.

Pour tous les autres actes d'une portée plus étendue, la femme doit obtenir le seul consentement de son mari.

Notre Code national suisse consacre ici une importante innovation à notre droit actuel, suivant lequel la femme devait se pourvoir, non seulement du consentement du mari, mais encore de l'autorisation de la Justice de Paix, pour la plupart des actes d'administration de ses biens propres. Toutefois, cette autorisation est encore nécessaire lorsque la femme contracte des engagements envers des tiers dans l'intérêt de son mari, par exemple un cautionnement, un prêt d'hypothèque, etc.

Avec l'autorisation de son mari, ou, à ce défaut, avec celle du juge, la femme peut exercer, en dehors de ses travaux de ménage, une profession, un commerce ou une industrie, dont les revenus lui appartiennent exclusivement.

C'est là une heureuse innovation qui était depuis longtemps réclamée par les juristes et les personnes qui s'intéressent au sort de la femme.

Que n'avons-nous pas vu jusqu'ici? Le produit du travail de l'épouse appartenait au mari. Celui-ci pouvait dilapider son bien et obliger sa femme

à rechercher dans son propre travail le moyen de subvenir à l'entretien de ses enfants. La loi accordait au mari le droit de s'approprier ce gain!!

Pendant la durée du mariage, les créances des époux ne sont exigibles que dans certains cas prévus par la loi. Si l'un des époux est en poursuite ou en faillite, le conjoint participe à la saisie ou à la faillite.

Si l'un des époux est poursuivi par voie de saisie et si ses biens sont insuffisants, ses créances contre son conjoint peuvent être saisies et le remboursement peut en être exigé.

NOUVELLES SUISSES

Lötschberg. — On écrit de Berne à la *Revue* :

Il est probable, d'après la marche actuelle des travaux du Lötschberg, qu'on devra interrompre le percement dans l'une des galeries vers la fin du mois. Cette mesure est dictée par la prudence; à ce moment-là, en effet, la paroi qui séparera les deux fronts d'attaque ne mesurera plus qu'une centaine de mètres. C'est l'équipe de la galerie nord qui aura la satisfaction de donner le dernier coup de mine.

— On sait que l'achèvement du percement est prévu pour le milieu du mois d'avril. Aussitôt après la rencontre des deux équipes nord et sud, on procédera à la jonction de la voie entre les deux galeries, opération qui ne prendra probablement que quelques heures; cela dépendra de la différence de niveau constatée.

Le lendemain de la jonction, des fêtes auront lieu à Kandersteg et à Goppenstein. Tous les ouvriers seront invités à un banquet et il leur sera distribué des médailles et des carnets-souvenirs. Des deux côtés du tunnel, le personnel sera partagé en plusieurs sections, réparties dans divers restaurants, car il est impossible d'organiser un banquet unique. Le menu sera le même pour tous. Si le temps le permet, des réjouissances auront lieu en plein air. A Kandersteg, les 1600 travailleurs et le personnel de la direction se rendront en cortège au cimetière, où des couronnes seront déposées sur les tombes des victimes tombées au cours des travaux.

Le jour de la fête des ouvriers, tout travail sera suspendu. Une course du personnel, en vagonnets, de Kanders-

teg à Goppenstein, aura lieu le dimanche suivant. Huit jours plus tard, le personnel de Goppenstein fera visite à Kandersteg.

Revision de la loi sur la Banque nationale. — On écrit de Berne à la *Gazette* :

Le projet de revision de la loi sur la Banque nationale sera présenté aux Chambres au cours de la session prochaine; il est déjà prêt.

Les deux points principaux de ce projet sont :

1. Limitation à 2 000 000 de francs de la participation des cantons aux bénéfices de la Banque nationale.

2. Extension des opérations de la Banque à l'escompte de chèques, l'achat de bons de caisse d'Etats étrangers pour le compte de la Banque, l'achat et la vente de titres pour le compte de tiers.

Ces nouvelles opérations, qui ne gêneraient nullement les Banques cantonales, auraient pour effet d'augmenter, d'après les calculs établis, d'une somme d'environ 400 000 fr. les bénéfices nets de la Banque nationale.

La fièvre aphteuse. — Pendant la semaine du 6 au 12 mars, de nouveaux cas de fièvre aphteuse ont été signalés officiellement des cantons de Lucerne, Grisons, Argovie, Tessin, Vaud et Genève, en tout dans 21 étables avec 117 pièces de gros bétail et 53 pièces de menu bétail.

On signale encore un grand nombre de cas de maladie dans les pays voisins : Wurtemberg, Bavière, Bade, Alsace-Lorraine, Autriche Hongrie Italie.

L'effectif de l'armée suisse. — Le rapport de gestion du Département militaire pour 1910 indique l'effectif de l'armée suisse au 1^{er} janvier dernier. L'élite comptait 141,913 officiers, sous-officiers et soldats, répartis de la façon suivante : I^{er} corps, 32,303; II^{es} corps, 35,069; III^{es} corps, 33,243; IV^{es} corps, 29,757; fortifications, 6833; autres troupes, 4708.

La landwehr comptait 69,413 hommes; le landsturm, 68,579; les services auxiliaires, 206,705.

Total des hommes pouvant être mobilisés en cas de guerre : 486 851.

L'effectif de l'armée de première ligne (élite et landwehr), qui est de 211,257 hommes, subira sans doute une augmentation sensible au cours des prochaines années, par suite de

